



Suite à la récente décision du gouvernement camerounais de mettre en œuvre un plan d'assistance humanitaire dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest, certains médias ont rapporté que l'Etat exige de chaque fonctionnaire, au moins, 50 000 FCFA pour financer ledit plan.

C'est faux. Dans les faits, le Premier ministre, Philemon Yang, a indiqué, le 20 juin 2018 que, l'Etat du Cameroun a décidé d'allouer un budget estimé à 12,7 milliards FCFA pour un plan d'assistance humanitaire dans les régions anglophones du Cameroun, sur la période 2018-2019.

« Le financement de ce programme humanitaire d'urgence sera assuré par le budget de l'Etat, l'appel à la solidarité nationale (opérations de levées de fonds etc.) et la contribution des partenaires internationaux », a déclaré le Premier ministre.

Il a ajouté que les actions à mener en urgence dans les trois premiers mois sont évaluées à 10,19 milliards de FCFA.

A aucun moment, M. Yang n'a déclaré que l'Etat obligerait les fonctionnaires à contribuer au financement du plan humanitaire, à hauteur de 50 000 FCFA. Ni même que ce montant serait prélevé à la source comme cela a circulé de bouche à oreille.

Mais il faut noter que cette rumeur est partie de ce qu'au lendemain de la communication du Premier ministre, des élites du Nord-Ouest et du Sud-ouest se sont retrouvées à Yaoundé pour organiser une collecte de fonds dans le cadre du plan humanitaire décidé par le gouvernement.

C'est au cours de cette réunion strictement privée que des montants de contributions financières ont été proposés selon les rangs et grades des élites du Nord-Ouest et Sud-ouest : entre 4 millions et 50 000 FCFA. Ce qui n'est pas une exigence de l'Etat du Cameroun.